

L'attrape- touriste ?

© David.k

Les deux tiers des festivals organisés en Provence-Alpes-Côte d'Azur se déroulent entre juin et septembre. Cette saisonnalité si marquée laisse planer un doute sur les motivations profondes de leurs organisateurs. Sont-ils engagés dans une démarche culturelle de diffusion artistique, ou veulent-ils simplement proposer une activité complémentaire au tourisme ?

Artistes et touristes ne font pas bon ménage. En grossissant le trait, les premiers sont considérés comme de vulgaires saltimbanques par les seconds, qualifiés, eux, de marchands du temple. Oubliant leur clivage bien réel, ces deux mondes opposés semblent faire cause commune en Provence-Alpes-Côte d'Azur. Première destination touristique des estivants français, la région est aussi la mieux dotée en festivals. Sur les 2 500 à 3 000 programmés chaque année en France, elle en accueille à elle seule près de 500, dont plus de 70 % se déroulent entre début juin et fin septembre. Les vingt millions de touristes qui chaque été débarquent dans le sud n'ont alors que l'embaras du choix : de Gap à Toulon et d'Arles à Menton, près de 350 événements, soit plus de 2 000 spectacles vivants, s'offrent à leurs appétits de culture.

La coïncidence entre vacances et manifestation culturelles a une origine historique. « Les premiers festivals sont nés à l'initiative des grandes cours européennes qui, pour divertir leur entourage, organisaient des fêtes musicales sur leurs lieux de villégiature », confirme Luc Bénito, auteur du livre *Les festivals en France. Marchés, enjeux et alchimie*. « La saisonnalité et la régularité de ces rendez-vous estivaux viennent de là », ajoute l'universitaire. Mais si les cours ont disparu au début du XX^e siècle, les festivals, eux, sont restés. La seconde vague viendra pourtant bien plus tard, après la Seconde Guerre mondiale. Avignon, Cannes, et Aix voient le jour à l'aube des années cinquante. Respectivement créés par Jean Vilar, un artiste engagé, Philippe Erlanger, un diplomate soucieux du rayonnement du cinéma français, et Gabriel Dussurget, un mécène féru de Mozart, ces rendez-vous reposent sur de solides projets artistiques et sur la volonté d'offrir une fenêtre de diffusion aux nouveaux talents. Face aux succès de ces expériences, les pouvoirs publics prennent alors conscience de la capacité des festivals à générer des retombées économiques et touristiques.



La frénésie festivalière, animée par la démocratisation culturelle et l'enjeu économique, remonte aux années soixante-dix. Bien que le projet artistique n'en soit plus forcément l'acte fondateur, de nombreux festivals sont ainsi créés à la fin des années soixante-dix. Une perspective avouée de démocratisation culturelle, mais aussi la ferme intention d'attirer les touristes y président. Après 1982, le phénomène "festival" s'amplifie considérablement. Les lois de décentralisation donnent aux collectivités locales la capacité financière de créer de tels événements, et ils se multiplient comme des petits pains. Coup de projecteur médiatique sur la ville, retombées sonnantes et réverbérantes pour l'économie locale, dynamisation du tissu urbain, création d'une identité forte, les festivals deviennent carrément des atouts pour des collectivités en concurrence sur les plans touristique et économique. « *Monter un festival, c'est un moyen rapide et simple de créer de la culture*, explique Luc Bénito. *Il n'y a pas besoin de structures permanentes et les retombées sont presque immédiates* », précise-t-il sous sa casquette de consultant en ingénierie culturelle et touristique. Panacée du développement touristique, les festivals deviennent la marotte des élus : chacun se doit d'organiser sa réjouissance culturelle de l'été.

À tel point qu'aujourd'hui un tiers des neuf cent soixante-trois communes de la région PACA a son festival. Pour aider les estivants à se frayer un chemin dans ce maquis culturel, le conseil régional édite depuis cinq ans un guide, sorte de bible du festivalier. Intitulée *Terre de festivals*, elle recense les trois cent cinquante manifestations programmées de juin à septembre.

Aux côtés d'événements plus ou moins dignes de ce nom, l'amateur découvre aussi de banales animations pour distraire les touristes. Sous la bannière festival, « *on trouve, en fait, tout et n'importe quoi* », déplore Luc Bénito qui juge que « *le terme "festival" est aujourd'hui utilisé à tort et à travers* », avant de regretter qu'« *il n'existe ni "appellation d'origine contrôlée" ni label de qualité* ».

Tant et si bien que certaines manifestations se passent même de cette appellation, presque péjorative pour les "cultureux".

« *Ils sont devenus synonymes de cache-misère, comme dans les Alpes-Maritimes où les lieux de villégiatures sont allumés l'été et éteints l'hiver* », relève l'universitaire. Subventionnés parfois au détriment d'une politique culturelle à l'année, les festivals ont donc dû changer leur fusil d'épaule. Notamment sous la pression des collectivités locales qui financent leurs déficits chroniques, et qui posent désormais leurs conditions. Engager plus d'artistes locaux, réserver des places aux résidents, etc. La politique de la région PACA est l'illustration de ce revirement. « *Nous sommes attentifs à l'ouverture des festivals sur la création régionale et sur le public local* », affirme Alain Hayot, son vice-président délégué à la culture [voir interview page 72].



Le Festival d'Avignon, du 6 au 27 juillet 2006.

« **Coup de projecteur médiatique sur la ville, retombées pour l'économie locale, création d'une identité forte, les festivals deviennent des atouts pour des collectivités en concurrence sur les plans touristique et économique.** »

Les responsables de festivals chouchoutent désormais les habitants, premiers consommateurs. En clair, jusqu'ici les électeurs payaient, et les touristes en profitaient. Aujourd'hui, la tendance s'inverse. Les festivals se doivent d'impliquer les habitants, afin d'éviter le sentiment de "parachutage", et de créer une dynamique d'échange. Tissu associatif, bénévoles, organismes culturels permanents, les responsables de

festivals ont pris conscience que ces publics locaux sont souvent leurs premiers consommateurs, et qu'il fallait les chouchouter. Dans cette logique, *Les Draguifolies* ont été reprises en main en 1999 par le théâtre de Draguignan. L'objectif de ce changement : réorienter ce festival d'arts de la rue et le destiner aux populations environnantes.

Parfois, les communes gèrent même directement leur manifestation, comme à Bonson où le *Festival du peu* a été monté par un maire avant tout soucieux de créer du lien social.

Autre contrainte également prise en compte : il faut souvent près d'un an pour préparer une édition qui dure à peine quelques jours, en maintenant une équipe en

place à l'année. Chacun a donc intérêt à "rentabiliser" cette charge, en faisant déborder la programmation hors de la période estivale. Ou en créant au moins un deuxième temps fort comme à Marseille, où *Babel med music*, un festival de musiques du monde programmé en avril, est une initiative de la *Fiesta des Suds* qui se déroule en octobre.

Autre possibilité : organiser des ateliers, des stages, accueillir des résidences d'artistes ou des rendez-vous mensuels à l'instar des *Hivernales* d'Avignon ou des *Rencontres* d'Arles qui s'appuient en plus sur l'École nationale de la photographie. À l'inverse, d'autres festivals ont été lancés sur la base d'une activité permanente : *Les Festes d'Orphée*, un ensemble baroque, propose ainsi depuis quinze ans son rendez-vous de musique sacrée, programmé à Pâques à Aix-en-Provence.

Fini les subventions à gogo, les pouvoirs publics prêchent pour leur paroisse. À défaut d'une implication suffisante dans la vie locale, les pouvoirs publics peuvent intervenir plus activement. Par la manière douce, en proposant, comme la région, une convention sur trois ans, garantie de reconduction de la subvention proposée en échange d'un plan de renforcement du réseau régional sur la même durée. Ou par la manière forte, comme le conseil général du Var. Il « *ne donne plus aucun euro de subvention aux festivals d'été, qui représentent 90 % des*

manifestations ponctuelles du département », observe Luc Bénito. Évidemment, ceux qui n'ont pas les reins assez solides... ou l'imagination assez fertile sont éliminés d'office.

Dans ce contexte, le rôle du directeur artistique – dont la personnalité et les capacités à trouver de l'argent étaient déjà essentielles – devient dès lors crucial et requiert un vrai don d'équilibriste. Il doit savoir ménager institutions et susceptibilités locales tout en conservant l'attrait d'un public national, constitué souvent d'amateurs très éclairés, ou de passionnés qui viennent de loin.

La programmation doit « *mêler adroitement valeurs sûres et découvertes de talents* », souligne Luc Bénito selon qui cette préoccupation revient à « *effectuer un arbitrage entre des logiques artistiques et marchandes de plus en plus interdépendantes* ».

« **Le rôle du directeur artistique fait appel à un vrai don d'équilibriste : ménager institutions et susceptibilités locales tout en conservant l'attrait d'un public national, constitué d'amateurs très éclairés ou de passionnés venus de loin.** »

Il n'empêche. S'il y eut à un moment une saturation de l'offre, si de nouveaux festivals sont encore créés chaque année, si les petits derniers ont dû fuir l'été pour s'offrir une lisibilité artistique (*Les Correspondances de Manosque* fin septembre, le *Festival tous courts* d'Aix-en-Provence en décembre)... ces contraintes financières et politiques constituent un mal pour un bien.

En définitive, tout le monde trouve son compte avec l'organisation d'un festival de qualité. La ville bénéficie d'une publicité souvent sans commune mesure avec ce que ses services de communication pourraient obtenir. Les habitants profitent d'une offre culturelle enrichie. Les artistes voient leur carrière dynamisée par un réseau de professionnels efficaces.

Certes, il subsiste des effets de mode, des démarches racoleuses, des villes où l'on s'attriste d'un évident manque de flair. Mais il existe aussi des politiques intelligentes et des directeurs habiles qui pensent désormais les festivals au travers d'une réflexion culturelle globale. De toute façon, affirme Luc Bénito, « *le public, lui, ne s'y trompe pas. Il sait faire la différence entre un événement de qualité et un autre* ». Au fond, conclut-il, « *le caractère événementiel des festivals favorise l'innovation et la création en permettant la diffusion de nouveaux genres, sinon peu programmés* ». Et en région PACA, cette création est riche, très riche !

Dossier réalisé par Geoffrey Dirat et Pascal Jourdana

